

Mozambique

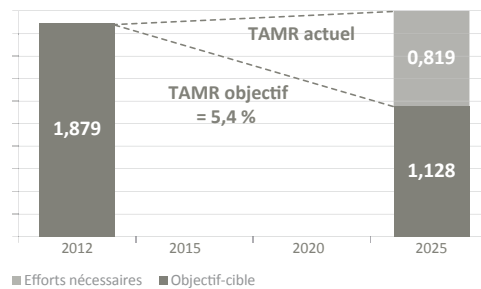
Date d'adhésion :
Août 2011

Faits marquants

- Le programme quinquennal du gouvernement du Mozambique 2015 - 2019 (PQG) accorde la priorité à la nutrition.
- Il a permis l'identification de cinq champions de nutrition représentant différents secteurs - politique, société civile, milieu universitaire, secteur privé et musique / divertissement.
- Le plan national de plaidoyer et de communication du PAMRDC adopté en 2014 avec le slogan « La nutrition est le développement, un engagement pour tous » vise les décideurs politiques afin d'influencer leurs décisions et les faire contribuer à la nutrition.

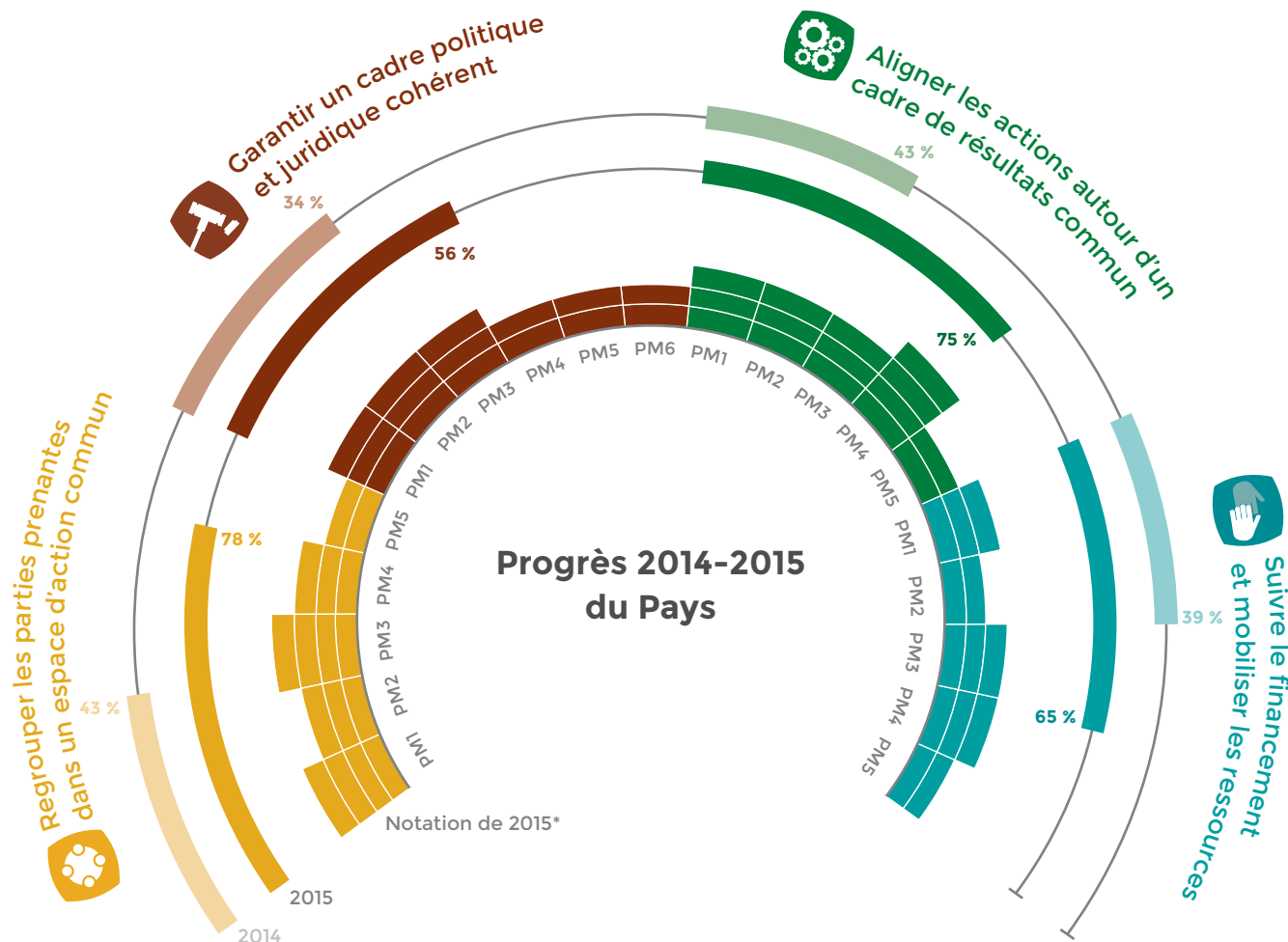
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 43,1 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 20,8 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	43,1 %
Faible poids à la naissance :	16,0 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	42,8 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	6,1 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	7,9 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	44,2 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



Le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN) est l'organe de coordination de la nutrition. Il est placé sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et la sécurité alimentaire. Le Groupe de travail technique du Plan d'action national multisectoriel de réduction de la sous-nutrition chronique (PAMRDC) est le mécanisme de coordination. Il est placé sous le SETSAN à travers lequel les ministères concernés sont engagés, y compris la Santé, l'Agriculture, le Genre, l'Enfance et l'action sociale et l'Éducation.

Les groupes techniques ont été créés au niveau provincial (8 provinces sur 11) et le reste sera approuvé sous peu.

Les réseaux de différents groupes de parties prenantes travaillent en étroite coordination avec le SETSAN. La Plateforme de la société civile (SCP) est coordonnée par l'Association pour

la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ANSA) et Helen Keller International (HKI) avec **les réseaux établis dans trois principales régions du pays. Le Forum conjoint pour la nutrition (NPF) est composé de donateurs et d'agences des Nations Unies (ONU). Il est présidé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et co-présidé par Irish Aid.** Le mécanisme REACH de l'ONU réunit des agences de l'ONU pour soutenir la mise en œuvre du PAMRDC. L'Alliance mondiale pour une **meilleure nutrition et le Programme alimentaire mondial facilitent la mise en place d'un réseau du secteur privé.**

En plus des réseaux, le Mozambique a identifié des champions de la nutrition représentant divers secteurs : La Première Dame, les Ministres de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la santé, musiciens, chanteurs, chefs religieux et représentants de la société civile et du secteur privé.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Le plan d'action stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ESAN II) 2008 - 2015 est soumis au processus final d'évaluation et les résultats soutiendront la conception de l'ESAN III. Le PAMRDC national a subi l'examen à mi-parcours visant à accroître l'alignement des interventions. D'autres politiques contribuant à la nutrition comprennent le Plan national d'investissement pour le secteur agricole et le programme national d'alimentation scolaire.

Le plan quinquennal du gouvernement du Mozambique (2015-2019) (PQG) approuvé par le Parlement intègre des actions pour guider le gouvernement au cours de son mandat et comprend des domaines spécifiques d'action pour la nutrition. Ceux-ci sont entre autres, l'élargissement de l'accès aux services de santé afin de réduire la mortalité maternelle

et infantile et le retard de croissance, les programmes d'éducation nutritionnelle, l'enrichissement des aliments et l'agriculture des cultures hautement nutritives.

Les plans contribuant à la nutrition en 2015 sont des plans sur l'agriculture, la santé, l'industrie et le commerce, la femme et les affaires sociales, la pêche, l'éducation, et l'économie.

Le plan de communication et de plaidoyer du PAMRDC a été adopté en 2014, avec le slogan « La nutrition est le développement, un engagement de tous ».

Le Code national de commercialisation des substituts du lait maternel est en place et un décret ministériel sur l'iodation du sel est approuvé depuis 2000. La législation sur l'enrichissement des aliments a été élaborée et est actuellement à l'étude et la législation de protection de la maternité couvre 8 semaines.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le PAMRDC sert de cadre commun de résultats pour la nutrition et a été élaboré pour prendre en compte les politiques et stratégies adoptées dans le pays. Le cadre de suivi et d'évaluation de ce CCR a été révisé en 2014. **Le PAMRDC a été mis en œuvre dans six des onze provinces du Mozambique.** Un cadre d'évaluation des indicateurs existe pour évaluer annuellement, les progrès dans la mise en œuvre

du PAMRDC. Les rapports sont soumis par le SETSAN au Conseil des Ministres et conduisent à des recommandations concrètes à mettre en œuvre par chaque secteur.

Les acteurs nationaux de nutrition sont alignés avec les priorités gouvernementales. Les membres de la SCP et le Réseau du secteur privé alignent leurs plans avec le PAMRDC.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



La plupart des actions de nutrition dans tous les secteurs sont financées par les budgets du secteur, mais le chiffrage de la nutrition reste un défi. Le PAMRDC a été chiffré en 2010, mais le SETSAN croit qu'il a la capacité d'intensifier les efforts en cours pour parvenir à des objectifs plus ambitieux dans le suivi financier et la mobilisation.

La transparence est activée par le fait que la plupart des fonds pour la nutrition, que ce soit du gouvernement ou des partenaires, sont acheminés par l'intermédiaire du système

des finances publiques (e-SISTAFE). Cela permet une meilleure visualisation de l'endroit où les fonds sont alloués.

Un groupe multi-acteurs a été établi pour la planification et la budgétisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau central (GT-POSAN). Ce groupe est dirigé par le SETSAN avec le soutien du ministère de l'Économie et des Finances. Les travaux se poursuivent pour identifier la disponibilité à long terme du financement externe et assurer la disponibilité des financements nationaux au sein de chaque secteur afin de soutenir le renforcement des interventions nutritionnelles.

Suivre le financement et mobiliser les ressources